

## Éditorial

Jeanne Simard

Volume 27, numéro 2, 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1090192ar>

DOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v27n2.867>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Chicoutimi

ISSN

1493-8871 (imprimé)

2564-2189 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Simard, J. (2018). Éditorial. *Revue Organisations & territoires*, 27(2), I-III.  
<https://doi.org/10.1522/revueot.v27n2.867>

© Jeanne Simard, 2018



Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

éru  
dit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

# Éditorial

Cette édition de la revue *Organisations et Territoires* comprend une douzaine de textes denses, un entretien et trois recensions de livres qui devraient satisfaire les lecteurs qui s'intéressent tout autant aux problématiques de gestion et d'évolution des territoires.

François Bernard Malo ouvre une fenêtre des plus intéressantes sur la réalité complexe et les défis que vivent au quotidien les personnes trans\* sur le marché du travail. Après avoir présenté une définition large et inclusive de ce que sont les personnes trans\*, il contextualise cette définition à l'aide d'indicateurs sociaux permettant au lecteur de mieux comprendre les raisons pour lesquelles ces personnes font l'objet d'incompréhension, de discrimination et souvent de violence. François Bernard Malo conclut son article avec une série de propositions concrètes à l'intention des États, des employeurs et des syndicats afin de valoriser leurs droits.

Mamadou Dimé et Marie Fall nous amènent, pour leur part, au Sénégal, plus précisément dans le delta du Saloum, une région très touchée par l'impact des changements climatiques. Le foncier de cette région devient une ressource convoitée avec l'avancée de la mer et la fragilité écosystémique qui en résulte. Les communautés les plus vulnérables, en l'occurrence les jeunes et les femmes, ne peuvent avoir accès au foncier pour des motifs économiques, mais aussi en raison de considérations socioculturelles et religieuses. Les chercheurs, qui ont effectué une recherche-action de plusieurs mois sur le terrain, présentent une analyse des défis et des stratégies que les jeunes Sénégalais doivent développer pour accéder au foncier.

Jacinthe Douesnard, Laetitia Larouche, Denis Ouedraogo et Caroline Gagné présentent leurs réflexions sur la gestion des savoir-faire chez les pompiers volontaires du Québec. Ils nous apprennent que l'exercice du métier de pompier volontaire recèle de nombreuses connaissances dont la transmission entre collègues et l'exploitation ne sont pas toujours optimales. Pourtant, ces connaissances sont fondamentales dans un métier où les erreurs peuvent être lourdes de conséquences autant sur le plan physique que psychologique. Au moyen d'entrevues de groupe non directives et d'une analyse du discours des pompiers, les auteurs proposent quelques pistes d'amélioration de la gestion de ces connaissances.

Abordant les problèmes de gouvernance des organisations publiques et privées sous l'angle de la corruption internationale, Benoit Lapointe, Jeanne Simard, Marc-André Morency et Salmata Ouedraogo soulignent l'importance d'étudier ce phénomène à partir des nouveaux outils légaux (internationaux, canadiens et québécois) mis à la disposition des organisations, mais aussi dans une perspective plus large que le droit. En effet, les programmes de sensibilisation, les outils de *soft law* et les systèmes de management anticorruption soutiennent de plus en plus la prévention et l'intervention en matière de corruption dans les transactions commerciales internationales. Le coût de la corruption dans le monde s'élève à des centaines de milliards de dollars chaque

---

année, soit une fraction importante du produit économique mondial, ce qui en fait un problème global urgent à résoudre.

L'article proposé par Théophile Dzaka-Kikouta et Luyindula G. Davy Makany traite du capital social et de la gestion du risque dans les réseaux de l'entrepreneuriat immigré en Afrique. À l'aide d'une enquête effectuée au Congo-Brazzaville auprès de 220 répondants parmi les entrepreneurs immigrants maliens de plusieurs générations, les auteurs cherchent à savoir dans quelle mesure leurs performances entrepreneuriales, par l'intermédiaire des PME familiales, procèdent de la dynamique du capital social. L'impact de ces entrepreneurs sur le développement local du pays d'origine et du pays d'accueil est évalué, de même que celle des stratégies d'adaptation que doivent déployer ces entrepreneurs pour ne pas être évincés du marché.

Majella-J. Gauthier propose un panorama de 50 ans de cartographie à l'Université du Québec à Chicoutimi (1969-2019). L'auteur, professeur émérite et chercheur aux premières loges dans cette longue aventure, livre un témoignage vivant et instructif du travail du géographe. Il pose, entre autres, les questions suivantes : Comment la communication cartographique s'est-elle développée? De quelle manière l'ordinateur et les nouvelles technologies se sont-ils imposés? Quels sont les apports de la cartographie dans la connaissance et la compréhension du territoire? La cartographie peut-elle se pratiquer en solo? L'enseignement de la cartographie est-il devenu plus facile?

Charles-Édouard Houllier-Guibert et Anne Miriel analysent ce nouveau dispositif qu'est la *marque Territoire*, qui vient relancer les pratiques de marketing des territoires au sein des collectivités locales françaises, principalement les plus grandes villes et les régions. Au début des années 2010, les recompositions territoriales lancées en France ont renforcé le sentiment d'urgence de se doter d'une nouvelle identité fédératrice autour d'un projet de développement en mobilisant, au côté des élus, l'ensemble des parties prenantes qui deviennent alors des acteurs territoriaux. Les auteurs posent les questions suivantes : Comment réunir les conditions permettant la réussite de la *marque Territoire*? Comment éviter certains écueils? Ils font à ce sujet des recommandations pertinentes.

L'article de Valérie Levasseur vise à mieux faire comprendre au public le mouvement de libre accès qui prône la mise à disposition gratuite de la littérature scientifique sur l'Internet. Elle en montre les avantages, dont celui de stimuler l'innovation. Elle présente aussi différents outils permettant une recension plus facile des documents diffusés en libre accès. Quand on connaît l'importance d'accéder à des savoirs de qualité pour la croissance d'une organisation, l'article de Valérie Levasseur saura sûrement capter la curiosité de nombreux lecteurs et leur être très utile.

La revue propose une toute nouvelle rubrique : L'atelier des étudiants. Cette rubrique permet aux étudiants des sciences administratives, économiques et sociales de présenter des travaux se distinguant par leur rigueur et leur pertinence. Le premier article à être publié sous cette rubrique est celui de Joanie Arseneault, coécrit avec la professeure Myriam Ertz, dans le cadre des activités du LaboNFC consacré aux nouvelles technologies et modèles d'affaires liés à la consommation. Il porte sur la cryptomonnaie, mais plus particulièrement sur l'état des lieux et les implications pour la gouvernance mondiale de la chaîne de blocs en général et du *Bitcoin*

en particulier. Cet article, de la plus grande actualité, a, entre autres, pour objectif de faire un compte rendu commenté de l'ouvrage collectif *Bitcoin and Beyond: Cryptocurrencies, Blockchains, and Global Governance* paru en 2018. Il est intéressant de constater de quelle manière la technologie de la chaîne de blocs déborde du strict cadre économique et financier pour intégrer la gestion des sphères politique, légale et juridique.

Une innovation en appelle souvent une autre. Le comité de direction de la revue Organisations et Territoires a décidé de ranimer la rubrique *Entretien* (autrefois *Interview*) avec des praticiens, différents intervenants dans les organisations et les territoires. Ces entretiens aborderont les préoccupations managériales, organisationnelles et stratégiques de gestionnaires et dirigeants de diverses régions, la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean n'étant pas un isolat, mais plutôt une perspective d'interprétation et de vie quotidienne. Nous avons choisi d'effectuer ce premier entretien avec Simon Gagné, directeur général d'Eurêko!, une entreprise d'économie sociale dans le secteur de la protection et de la gestion de l'environnement. Il présente son organisation, ses projets, ses défis au quotidien comme gestionnaire d'une organisation à but non lucratif et les défis qui attendent Eurêko! à court et à moyen terme.

On pourra également prendre connaissance de trois recensions, soit celle de Christian Bélanger, de l'ouvrage collectif du Groupe de recherche en intervention régionale (GRIR), *Vivre-ensemble dans les régions du Québec : défis et enjeux contemporains* paru en 2018; celle de Frédéric Malette; du collectif dirigé par Jacinthe Douesnard, *Enjeux humains psychosociaux du travail* paru aux Presses de l'Université du Québec en 2018 et enfin, celle de Jeanne Simard et de Marc-André Morency, du livre de Louise Fines, *Les crimes environnementaux et l'innocence persécutrice*, paru à L'Harmattan en 2016.

Bonne lecture!

Jeanne Simard  
Directrice de la revue Organisations & Territoires